



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 29/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SA LAFARGE CEMENTS**

14-16 boulevard Garibaldi  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : UID11/66-C3-2024-400  
Code AIOT : 0006600253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement SA LAFARGE CEMENTS implanté Pla de Guiraud lieu-dit : Vergeli Garrigue Haute 11210 Port-la-Nouvelle. L'inspection a été annoncée le 30/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA LAFARGE CEMENTS
- Pla de Guiraud lieu-dit : Vergeli Garrigue Haute 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0006600253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Port-La-Nouvelle est autorisée depuis 1974. Les matériaux issus de cette carrière sont en majorité utilisés pour alimenter la cimenterie LAFARGE-HOLCIM située à Port-La-Nouvelle. Une partie sert également à alimenter le chantier d'extension du port de Port-La-Nouvelle. Les installations de traitement sont constituées d'un concasseur primaire déplaçable, utilisé en poste fixe, ainsi qu'un silo tampon avec la cimenterie. Les transferts entre les diverses installations sont faits par des convoyeurs à bande.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Objet de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/02/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 04/11/2011, article 6.2	Sans objet
4	Mesures des vitesses particulières	Arrêté Préfectoral du 04/11/2011, article 6.3	Sans objet
5	Valeurs limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 04/11/2011, article 6.6.2.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté la mise en conformité de l'installation au regard des prescriptions énoncées dans l'arrêté de mise en demeure du 10 février 2023.

Par ailleurs, l'exploitant a fourni des justificatifs montrant le respect des niveaux de vibration et de bruit.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Objet de la mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/02/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société LAFARGE HOLCIM, dont le siège social est situé 2 Av du Général de Gaulle 92 148 CLAMART Cedex, exploitant une carrière de calcaire et de schistes au lieu-dit « Le Camp » sur le territoire des communes de Port la Nouvelle et Sigean, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 19.5, 19.6 et 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. en établissant un plan de surveillance qui décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre ;</li> <li>. en installant de façon pérenne et renforcée les différentes stations de mesure prévues dans le plan de surveillance des retombées de poussière, et en procédant aux analyses périodiques des poussières sur la totalité des stations installées ;</li> <li>. en ne dépassant pas la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance et en mettant en œuvre rapidement des mesures correctives en cas de dépassement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de surveillance des émissions de poussières a été mis à jour en 2023. Il comporte les informations réglementaires.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence sur le terrain des stations de mesure 1, 4 et 5.</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des 3 campagnes de mesure réalisées sur l'année 2024. La valeur réglementaire de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour n'est pas dépassée pour chacune des jauges de type (b).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Front d'abattage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Instabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. [...]
<b>Constats :</b>  Les fronts sur le carreau à proximité de la station de traitement des matériaux sont purgés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2011, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vitesses particulières pondérées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué procéder à des mesures de vibration pour chaque tir de mines. Le rapport fourni daté du 11/10/2024 mentionne une vitesse particulière pondérée inférieure à 5 mm/s.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Mesures des vitesses particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2011, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, enregistreur de vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque tir de mine un plan de tir sera établi et fera paraître :  la zone de tir repérée par ses coordonnées, le nombre et la position des trous de mines, le numéro des détonateurs utilisés ou les dates de départ en cas d'utilisation de tir séquentiel on non électrique, la charge des trous, la charge unitaire instantanée.  Le respect des valeurs des vitesses particulières pondérées ci-dessus est vérifié à la demande de l'Inspecteur des installations classées sur la carrière dans les conditions ci-après :  un enregistreur de vibrations sera judicieusement placé en limite d'exploitation. L'enregistreur sera disposé de sorte que ses axes soient parallèles aux axes principaux des bâtiments. Il sera de préférence scellé en plâtre, à défaut, l'opérateur devra s'assurer que l'appareil est stable et en

<p>parfait contact avec le support ;</p> <p>un second enregistreur de vibrations sera placé si nécessaire, dans les mêmes conditions sur un seuil de porte d'un bâtiment voisin en changeant de bâtiment d'une mesure à l'autre ;</p> <p>sur les enregistrements recueillis, il conviendra qu'apparaissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. la date et l'heure de tir,</li> <li>. la référence de l'enregistrement,</li> <li>. la vitesse particulière,</li> <li>. le lieu d'enregistrement,</li> <li>. la distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir avec le maximum de précision possible.</li> </ul> <p>Ces éléments seront reportés sur un tableau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de tir présenté par l'exploitant inclut les informations réglementaires. L'exploitant a indiqué que l'enregistreur de vibrations est fixé sur un rocher à proximité immédiate de l'habitation la plus proche de la carrière. La distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir est indiquée sur la carte du repère du tir.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est préférable d'installer le sismographe sur la structure de la maison tout en évitant d'installer le capteur sur les balcons, les dalles d'entrée ou les paliers d'escaliers. Le capteur doit être complètement solidaire de son support.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Valeurs limites de bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2011, article 6.6.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des émissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de mesures des émissions sonores, transmis par l'exploitant, est daté du 27 février 2023. Les émissions sonores n'engendrent pas d'émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées par l'arrêté dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>